

L'employeur peut-il substituer une indemnité logement au logement de fonction ?

Réponse courte

La substitution d'un logement de fonction par une indemnité logement est juridiquement possible au Luxembourg, mais constitue une **modification substantielle** du contrat soumise à l'article L.121-7 du Code du travail. L'employeur doit obtenir l'**accord écrit** du salarié formalisé par un avenant contractuel, et l'indemnité doit respecter le **principe d'équivalence** avec la valeur réelle du logement supprimé.

Cette substitution transforme un **avantage en nature** en **rémunération monétaire**, modifiant l'assiette des cotisations sociales et de l'impôt sur le revenu du salarié. Le passage d'un logement valorisé à **20 euros par mois et par chambre** vers une indemnité salariale peut entraîner un **surcoût fiscal** significatif pour les deux parties. L'employeur ne peut en aucun cas imposer cette substitution unilatéralement.

Définition

La substitution du logement de fonction consiste à remplacer la mise à disposition effective d'un bien immobilier par le versement d'une **compensation financière** équivalente. Cette opération modifie la structure de la rémunération globale du salarié au sens de l'article L.221-1 du Code du travail, qui inclut les logements gratuits parmi les éléments constitutifs du salaire.

L'indemnité logement versée en remplacement est intégralement soumise aux **cotisations sociales** et à l'impôt sur le revenu, contrairement à l'avantage en nature dont l'évaluation forfaitaire repose sur le barème du règlement grand-ducal du 24 décembre 1997.

Conditions d'exercice

La substitution du logement par une indemnité est soumise au respect de conditions impératives protégeant le salarié contre toute modification unilatérale de son contrat.

Critère	Détail
Accord écrit du salarié	Signature obligatoire d'un avenant au contrat conformément à l'article L.121-4
Procédure L.121-7	Respect de la procédure de modification substantielle avec délai de réponse du salarié
Équivalence de valeur	Indemnité au moins équivalente à la valeur locative réelle du logement supprimé
Conformité conventionnelle	Vérification de la compatibilité avec la convention collective applicable
Information fiscale	Information préalable du salarié sur les conséquences fiscales et sociales du changement
Droit de refus	Le salarié peut refuser la modification sans que ce refus constitue une faute

Modalités pratiques

La mise en place de la substitution requiert une démarche structurée garantissant la sécurité juridique de l'opération pour les deux parties.

Étape	Détail
Évaluation du logement	Détermination de la valeur locative réelle par comparaison avec les prix du marché immobilier luxembourgeois
Rédaction de l'avenant	Formalisation du montant, de la périodicité et des modalités de versement de l'indemnité
Notification au salarié	Présentation de la proposition avec les conséquences fiscales détaillées et le délai de réponse
Signature de l'avenant	Recueil du consentement écrit du salarié dans le respect des délais légaux
Déclarations obligatoires	Notification de l'indemnité au CCSS et à l'Administration des contributions directes

Pratiques et recommandations

Documenter précisément la méthode d'évaluation utilisée pour fixer le montant de l'indemnité, en conservant les références de marché ayant servi de base.

Prévoir une période transitoire de trois à six mois permettant au salarié de trouver un logement alternatif avant la restitution effective.

Inform clairement le salarié des conséquences sur son revenu net, notamment le passage d'un [traitement fiscal](#) forfaitaire à une imposition au taux marginal.

Consulter la délégation du personnel lorsque la mesure concerne plusieurs salariés ou s'inscrit dans une politique générale de l'entreprise.

Conserver l'ensemble des documents justificatifs pendant au minimum dix ans conformément aux obligations de conservation fiscale.

Cadre juridique

Référence	Objet
Art. L.121-4 du Code du travail	Mentions obligatoires du contrat de travail et formalisme de l'avenant
Art. L.121-7 du Code du travail	Procédure de modification substantielle du contrat de travail
Art. L.221-1 du Code du travail	Définition de la rémunération incluant les avantages en nature
Art. L.222-1 du Code du travail	Salaires sociaux minimum et prise en compte des avantages en nature
RGD du 24 décembre 1997	Barème forfaitaire d'évaluation des avantages en nature

Le salarié qui refuse la substitution ne commet aucune faute et ne peut être licencié pour ce seul motif. Si l'employeur maintient sa décision malgré le refus, il doit engager une procédure de licenciement avec préavis en respectant les dispositions de l'article [L.124-3](#) du Code du travail, le salarié pouvant alors contester le caractère réel et sérieux du motif invoqué.

Les contenus sont rédigés et mis à jour régulièrement à partir de sources officielles. Leur usage ne remplace pas une consultation juridique et doit être validé par un professionnel du droit.